

Communiqué de presse du SNES - FSU Aveyron

Rodez, le 17 mars 2025

Un budget départemental qui fait l'unanimité contre lui !

Vote défavorable unanime contre la carte scolaire du 2nd degré : c'est à ce vote qu'a abouti ce matin le Comité Spécial d'Administration de l'Aveyron qui avait à son ordre du jour la préparation de rentrée dans le second degré. Les organisations syndicales se sont ainsi prononcées contre les mesures de cartes scolaires qui découlaient d'un budget prévoyant la suppression de 6 postes dans le département.

La DSDEN aura présenté le contexte budgétaire académique et sa déclinaison départementale, et mit en avant la diminution du nombre d'élèves liée à une démographie baissière.

L'argument de la démographie scolaire n'en est pas un, la tendance baissière de cette démographie scolaire – annoncée et réelle – n'est qu'un élément de communication pour occulter une autre réalité, celle de la nécessité et de l'urgence d'un plan d'investissement ambitieux pour l'éducation, afin de faire oublier les années de dégradation qui font qu'aujourd'hui la France a des effectifs moyens par classe significativement supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE (la moyenne dans les 22 pays de l'UE membres de l'OCDE est de 21 élèves par classe en collège)

Pour la FSU, la baisse des effectifs doit au contraire être une opportunité pour améliorer les conditions d'enseignement, alléger les effectifs par classe, renforcer les dispositifs d'aide et de soutien aux élèves les plus en difficulté, mettre en place des moyens de remplacement ambitieux et en finir avec les bricolages inopérants.

Trois données chiffrées éloquentes :

- les effectifs du Second degré ont, depuis 2017, crû au plan national, de 7.741 élèves, et les budgets successifs ont organisé dans le même temps la suppression de 8.865 élèves...
- il faudrait 45 257 emplois d'enseignant·es en plus pour retrouver les taux d'encadrement de 2006 ;
- dans notre département de l'Aveyron, pour mettre toutes les classes de collège à 24 et de lycée à 30, c'est 87 Equivalent Temps Plein (moyens horaires correspondant à un poste) en plus qui seraient nécessaires.**

Pour la FSU, il est urgent d'investir dans l'éducation afin de permettre la réussite de tou·tes les élèves, l'élévation du niveau de qualification, l'amélioration des conditions de travail. Cela passe par un budget ambitieux, de rupture, bien éloigné de celui dans lequel se prépare la prochaine rentrée.